



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SOUS-PREFECTURE D'ALES

Bureau de l'environnement et
des polices administratives

Affaire suivie par Bruno Amat
Chef de bureau
bruno.amat@gard.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE n° 2024-12 du 30 septembre 2024

modifiant l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié réglementant
l'exploitation de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et
assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la
commune de Salindres
exploité par la société Suez R&V Méditerranée

Le Préfet du Gard,
Chevalier de la légion d'Honneur,
Chevalier de l'ordre National du Mérite

Vu la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011;

Vu l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 portant transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier l'article L 541-7-2 ;

Vu le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu le titre VIII du livre 1er de la partie réglementaire du code de l'environnement et en particulier les articles R 181-45 et R 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié par les arrêtés modificatifs n°2013-27 du 13 mai 2013, n°2014-21 du 16 juillet 2014, n°2014-32 du 5 novembre 2014, et n°2014-36 du 5 décembre 2014, réglementant l'exploitation de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres, situé sur le territoire de la commune de Nîmes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 30-2024-09-16-00012 du 16 septembre 2024 donnant délégation de signature à M. Emile Soumbo, sous-préfet d'Alès ;

Vu le courrier du 13 août 2019 par lequel l'exploitant a fourni le dossier de ré-examen comportant une comparaison du fonctionnement des installations vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF « WT » correspondant à la rubrique 3532.

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 juillet 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 24 juillet 2024 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant;

L'exploitant entendu ;

Considérant que la société Suez R&V Méditerranée exploite une unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité principale des activités de la société Suez R&V Méditerranée à Salindres est la rubrique 3532 relative à la valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour ;

Considérant que le document de référence sur les meilleures techniques disponibles relatif à la rubrique principale est le BREF « Traitement des déchets (WT) » ;

Considérant que la société Suez R&V Méditerranée a remis le dossier de réexamen des conditions de fonctionnement de ses installations exploitées sur la commune de Salindres en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'importance des installations et leur voisinage, les niveaux de nuisances et de risques résiduels, définis sur la base des renseignements et engagements de l'exploitant dans son dossier nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les installations exploitées par la société Suez R&V Méditerranée ne sont pas entièrement conformes aux MTD du BREF susvisé, notamment aux MTD relatives aux émissions atmosphériques ;

Considérant qu'il y a lieu par conséquent d'actualiser les prescriptions applicables aux activités classées qui composent l'installation exploitée par la société Suez R&V Méditerranée pour prendre en compte les évolutions réglementaires qui résultent des conclusions sur les meilleures techniques disponibles ;

Considérant que l'article R.181-45 du code de l'environnement dispose notamment :

« Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32.

Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. [...] » ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès ;

Arrête :

Article 1er – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social est situé 16, rue Antoine Becquerel - 11782 NARBONNE CEDEX est autorisée à poursuivre, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, l'exploitation de son unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres.

Article 2 – Plan d'efficacité énergétique

L'article 2.3.5 est ajouté à l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 suivant les dispositions suivantes :

« article 2.3.5 plan d'efficacité et bilan énergétique :

L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :

- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;
- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;
- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.

L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. »

Article 3 – Plan de gestion des résidus

L'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art.2.4.4. Autres déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des autres déchets produits au sens du 2 c de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2008 et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation.

Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.

La destination des déchets ultimes est conforme aux dispositions du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la région Occitanie sauf justification apportée par l'exploitant .

L'installation dispose d'un emplacement dédié à l'entreposage des déchets dangereux susceptibles d'être extraits des déchets destinés au compostage.

Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution (combustion, réactions ou émanations dangereuses, envols, infiltrations dans le sol, odeurs...) et évacués régulièrement.

L'exploitant tient à jour un registre des lots de déchets destinés à un retour au sol produits par l'exploitation, sur lequel il reporte :

- le type de déchet ;
- l'indication de chaque lot de déchets ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- les dates d'enlèvement et les destinataires de chaque lot de déchets et les masses correspondantes.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets et notamment ses déchets compostés en conformité avec la réglementation. Si les déchets compostés sont destinés

à l'épandage sur terres agricoles, celui-ci fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées à la section IV " Epandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

L'exploitant met en place un plan de gestion des résidus qui s'inscrit dans le cadre du SME et consiste en un ensemble de mesures visant à:

- 1) réduire au minimum la production de résidus issus du traitement des déchets ;
- 2) optimiser le réemploi, la régénération, le recyclage ou la valorisation énergétique des résidus, et ;
- 3) garantir l'élimination appropriée des résidus. »

Article 4 – Valeurs limites de rejets

L'article 4.2 de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4.2 Valeurs limites de rejets

Les rejets canalisés dans l'atmosphère, mesurés dans des conditions normalisées, contiennent moins de :

- 5 mg/Nm3 d'hydrogène sulfuré (H2S) sur gaz sec ;
- 20 mg/Nm3 d'ammoniac (NH3) sur gaz sec ;
- 5 mg/Nm3 de poussières ;
- 40 mg/Nm3 de COVT ; »

Article 5 – Contrôles à l'émission

L'article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art.4.5.1. Contrôles à l'émission

Les paramètres mentionnés à l'article 4.2 font l'objet :

- de mesures initiales, dans un délai n'excédant pas 6 mois après le début de l'exploitation ;
- de mesures périodiques de fréquence semestrielle, dont une en période estivale. »

Article 6 – Plan de gestion des odeurs

L'article 4.6 est ajouté à l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 suivant les dispositions suivantes :

« Art.4.6. Plan de gestion des odeurs

L'exploitant met en place un plan de gestion des odeurs consistant à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, l'ensemble des éléments suivants:

- un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- un protocole de surveillance des odeurs, tel que décrit dans la MTD 10 ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.»

Article 7 – procédure concernant la manutention et le transfert des déchets

L'article 5.1 de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes

« Art. 5.1. Véhicules - Engins de chantier

Les véhicules de transport, matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des installations sont conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier répondent aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

L'exploitant prend toutes dispositions pour interdire le stationnement prolongé, moteur tournant, des véhicules à l'extérieur du bâtiment.

La réception des déchets est autorisée de 6 h à 18 h du lundi au samedi, y compris les jours fériés.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou accidents.

L'exploitant établit une procédure concernant la manutention et le transfert des déchets. »

Article 8 – Surveillance des sols

L'article 3.10 est ajouté à l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 suivant les dispositions suivantes :

« Art.3.10 Surveillance des sols

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9 – Cessation d'activité

L'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

La notification comporte notamment une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base susvisé. »

Article 10 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 11- Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'inspection des installations classées, <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>.

Article 12- Exécution

Le sous-préfet d'Alès, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de la commune de Salindres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Salindres et à la société Suez R&V Méditerranée.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,


Emile Soumbo